

*L'Adresse—M. Rodriguez*

ment à la situation. De fait, la dernière observation du gouvernement à la page 10 de son rapport interministériel sur l'efficacité du MEER dans le Nord de l'Ontario est plus précisément conçue ainsi:

Étant donné ces circonstances, il faudra peut-être déployer des efforts particuliers pour consolider les industries primaires existantes, encourager la diversification dans les secteurs offrant des possibilités viables et favoriser l'adaptation sociale de ceux qui décident de quitter les centres.

Le gouvernement fédéral doit songer à élaborer des politiques de développement industriel pour le Nord de l'Ontario. Sous cet angle, une politique minière prévoyant la création d'une société minière nationale prenant à sa charge les ressources de l'Ontario, surtout du Nord de l'Ontario, afin de les exploiter pour le bien de la population, serait très utile. Il existe beaucoup de raisons pour lesquelles nos ressources devraient appartenir à la collectivité, notamment la création d'emplois, l'apport de revenus propres à améliorer la qualité de la vie des gens qui habitent la région où se trouvent les ressources, qui travaillent à leur extraction et à leur production; troisièmement, la propriété publique de nos ressources nous permettrait de conserver notre indépendance économique.

En 1972, le Conseil des sciences du Canada a publié un certain nombre de rapports portant sur les innovations et la structure de l'industrie canadienne. J'aimerais citer un extrait de l'étude n° 23, soit une des études de documentation du Conseil.

L'autre atout majeur du Canada est l'ampleur de ses richesses naturelles. La concurrence mondiale exige que chaque pays tire le maximum de ses avantages. Cette remarque ne veut pas dire que nous devrions accélérer la rapidité déjà trop grande de l'exploitation de nos ressources naturelles. Il ne fait aucun doute qu'une telle accélération, associée à une injection massive de capitaux étrangers, permettrait la croissance de notre PNB pendant quelques années; mais avant que les enfants d'aujourd'hui n'aient atteint leur maturité, la plupart de nos ressources seraient épuisées, laissant le Canada avec une industrie primaire, mais sans matières premières.

Nos ressources doivent servir de levier à l'expansion industrielle de la province; elles doivent servir à accroître la valeur des ressources extraites avant leur exportation. Le fait que nos ressources sont pour une bonne part exploitées par des sociétés étrangères et qu'il n'y a eu peu d'expansion de la production dans la province ou même dans le pays n'est pas une coïncidence. Citons le même rapport du Conseil des sciences du Canada:

Alcan effectue une bonne partie de ses travaux de développement technique au Royaume-Uni; Inco effectue la majeure partie de ses travaux de développement technique aux États-Unis; Johns-Manville effectue tous ses travaux de développement technique des produits de l'amiante aux États-Unis; Handy & Harman effectue ses travaux de développement technique des produits de l'argent aux États-Unis; Englehard Ind. effectue toutes ses recherches sur le platine aux États-Unis.

Et le Conseil des sciences de poursuivre:

Pour réussir à ouvrir nos matières premières, il faut que nous remédions à cette déficience cruciale. Il est indispensable que nos industries créent des organes de conception et de mise au point pour toute la gamme des produits, de la matière première au produit fini.

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. J'hésite à interrompre le député, mais le temps qui lui est imparti aux termes du Règlement est écoulé. Toutefois, s'il y a consentement unanime, il peut poursuivre.

**Des voix:** D'accord.

**M. Rodriguez:** Le secteur privé n'a pas fait ce qui s'imposait, et la chose est grave—je ne suis pas le seul à le dire, le Conseil des sciences est du même avis—si nous voulons créer de l'emploi dans l'industrie de fabrication

[M. Rodriguez.]

dans les régions du pays comme la mienne. Tant que les sociétés pourront exploiter nos ressources pour en retirer le maximum de bénéfiques, elles ne créeront jamais de bonne grâce une industrie secondaire viable dans notre province ou au pays.

Deuxièmement, le gouvernement devrait songer à développer le Nord de l'Ontario comme une seule région spéciale, en fournissant l'infrastructure à toutes les municipalités qui ont besoin d'expansion. Troisièmement, souvent quand il est question d'encouragements, on pense à encourager les sociétés et les entreprises. Nous ne pensons jamais à encourager les particuliers, sauf quand nous voulons les déplacer d'un endroit à un autre. A mon avis, on devrait encourager les habitants du Nord de l'Ontario, par exemple, par un régime d'impôt progressif. Cet impôt progressif pourrait s'appliquer à la taxe de vente, à l'impôt sur le revenu, aux cotisations au régime d'assurance-hospitalisation de l'Ontario, et ainsi de suite. Dans certaines parties du Nord de l'Ontario, la taxe sur l'essence ne devrait pas exister.

• (1610)

En plus des stimulants qui s'adressent au particulier, il devrait y avoir des mesures de dissuasion frappant les parties riches de la province et du pays, par exemple le Sud de l'Ontario. Ces mesures pourraient être des droits sur l'exportation des matières premières, des tarifs-marchandises élevés sur l'expédition de matières brutes en provenance du nord, et des taux très bas pour l'expédition des produits fabriqués.

La question des transports, monsieur l'Orateur, m'amène au n° 4. Il n'existe aucune raison au monde pour laquelle la région, le Nord de l'Ontario, devrait avoir les tarifs de transport les plus élevés du pays. Entre Lévis, au Québec, et Armstrong, dans le Nord de l'Ontario, les tarifs du CN sont les plus élevés au pays. Les tarifs de l'ONR, qui est le chemin de fer du gouvernement provincial, ont été réduits de 18 p. 100. Le gouvernement devrait ordonner au CN de réduire dans la même proportion ses tarifs-marchandises applicables aux produits fabriqués dans le Nord de l'Ontario. Il est intéressant de noter qu'il en coûte moins cher pour expédier des matières premières du Nord de l'Ontario que pour expédier les produits finis. Prenons le cas des boulettes des minerais de fer. Il en coûte \$8.60 pour expédier une tonne de ces boulettes de Copper Cliff à Pittsburgh, en Pennsylvanie, mais il en coûterait \$90.80 pour expédier une tonne d'engrais de Sudbury à Toronto. Ces écarts ne servent qu'à perpétuer notre réputation de coupeurs de bois et de porteurs d'eau.

Monsieur l'Orateur, j'ai fait une cinquième proposition au gouvernement concernant une stratégie industrielle globale pour le Nord de l'Ontario. Car une telle stratégie fait défaut. Il semble qu'on a toujours recours à des expédients et le Nord est ainsi condamné à n'être toujours qu'une source de matières premières. Ma sixième proposition souligne la nécessité d'une politique de transport générale et cohérente dans le Nord de l'Ontario. On ne peut laisser Air Canada abandonner ses liaisons entre Sudbury et Timmins ou entre Sudbury et North Bay, sans les remplacer par un programme d'ensemble qui encouragerait et faciliterait le transport des voyageurs dans ma région.

Monsieur l'Orateur, finalement je propose au gouvernement d'instaurer un secrétariat permanent pour le développement du nord de l'Ontario. Cet organisme serait installé dans le nord de l'Ontario et parmi les habitants du nord, il sera composé de représentants du gouvernement